

VOIX DU MONDE RURAL

2007/04 N° 88

LA FINANCE SOLIDAIRE

VMR

Rédacteur en chef:
Mme Daisy HERMAN

Secrétariat:
FIMARC aisbl
rue Jaumain 15
5330 ASSESSE
BELGIQUE
Tél/fax: 32-83-65 62 36
www.fimarc.org
fimarc@skynet.be

Compte bancaire:
ING 310-0756026-94
IBAN
BE87 3100 7560 2694
BIC/SWIFT
BBRUBEBB

Mise en page:
FIMARC aisbl

Photos & Dessins:
FIMARC aisbl
sauf mention spéciale

Abonnement:
15,00 €/an

Parution:
27^e année

Impression:
IMPRIBEAU
Beauplateau 1
6680 SAINTE-ODE
BELGIQUE
www.impribeau.be

Sommaire

Editorial	3
Action des Mouvements	5
Dossier	11
Interview	23
<i>Philip BISWAS, Bangladesh</i>	
Informations générales	29

*En couverture: Instrument de musique traditionnel
d'Orissa, Inde*

Périodique, publié en quatre langues par la FIMARC, qui
donne un écho de la vie du monde rural et de l'action des
Mouvements membres ou non de la Fédération

© FIMARC



Dans notre recherche pour tenter de comprendre l'économie sociale et solidaire, nous vous avons proposé dans le dernier numéro de VMR, une réflexion sur le commerce équitable, commerce qui peut représenter une véritable alternative si on le comprend et le développe en tant que commerce de proximité, dans des relations de circuits courts entre producteurs et consommateurs, permettant de rémunérer les producteurs à un prix juste.

Nous poursuivrons la réflexion sur l'économie solidaire en abordant un autre champ important : la finance solidaire. Que représente-t-elle dans notre monde dominé par le capital financier, les investissements et la spéculation? Comment redonner du sens à notre épargne, tenant compte des critères de solidarité et de partage que nous défendons? Comment redonner à l'argent sa vraie valeur, sa fonction première de moyen d'échange parmi d'autres et qui ne devrait pas être un outil de spéculation et de pression auprès des populations les plus fragiles ?

Si, au départ, la finance solidaire était définie par «un ensemble d'opérations financières visant à répondre à la difficulté pour les collectivités en déclin et les populations aux prises avec le cercle vicieux de la pauvreté, d'accéder au capital¹», il n'en est plus tout à fait de même à l'heure actuelle. Les problèmes globaux, les projets tenant compte de l'environnement, une certaine ouverture sur le monde, on permet à ce secteur de se développer, permettant à plus de personnes d'accéder au crédit et à des épargnants de donner un sens plus éthique à leur épargne.

La réflexion est ouverte. Il existe bien d'autres formes de finance solidaire que celle qui est pratiquée par les banques, même éthiques. Les exemples de tontine, en Afrique, de monnaies sociales, de caisse d'épargne et crédit, gérées par de petites collectivités, existent un peu partout dans le monde. Certes, ce n'est pas la panacée et tout comme dans le commerce équitable, il a des limites, des risques de dérive... Parce qu'un dossier complet mériterait d'y être consacré, nous ne parlerons pas dans ce dossier des monnaies sociales bien qu'elles soient porteuses d'un mode de gouvernance démocratique dans l'établissement d'un dispositif local géré par les personnes elles-mêmes et permettant de sortir des mécanismes financiers traditionnels et si souvent spéculatifs. Nous y reviendrons...

L'interview sera dédiée à Philip Biswas, ayant reçu récemment un prix pour son action dans le domaine de la micro finance, au Bangladesh.

Vous retrouverez aussi vos rubriques habituelles, des nouvelles des pays, des coordinations et de l'agenda international.

Nous vous souhaitons une agréable lecture de ce VMR. N'hésitez pas à nous faire part de vos réactions, de vos expériences dans le domaine de l'économie et de la finance solidaire.

*Daisy Herman
Secrétaire générale*

¹ Bourque, Gendron, 2003



Action des Mouvements

Cameroun

La tontine africaine, un modèle de résolution des problèmes...Généralement instituée au sein d'un regroupement de femmes, la tontine est un système dans lequel chaque femme cotise à une date régulière et où le capital est redistribué à tour de rôle aux membres de la tontine, ce qui leur permet de se trouver ainsi à la tête d'un petit capital, leur permettant soit de développer une activité génératrice de revenus, ou encore de faire face aux frais de scolarité ou de dépenses inattendues. Face aux problèmes économiques, familiaux et au manque d'accès au crédit dans les circuits traditionnels, la tontine est une solution largement répandue en Afrique. Outre son rôle économique, la tontine permet le développement de relations sociales fortes entre ses membres.

*Ms Joséphine Kizza
Directrice du Centre St Jude*

Ouganda

Les femmes paysannes en Ouganda développent généralement leurs activités sur des superficies d'un demi à un hectare et demi. Le Centre de formation St Jude, créé en 1990 par John et Joséphine Kizza, forme les paysans de la région avec une attention toute particulière pour les femmes, aux techniques modernes de l'agriculture biologique, utilisant tous les espaces disponibles de terre, recyclant les déchets et produisant l'énergie nécessaire aux ménages par le biogaz. Depuis 1990, 180.000 personnes sont passées par ce centre qui a obtenu une reconnaissance nationale pour ses activités, montrant par l'exemple qu'il est possible de vivre décemment même sur des surfaces réduites.



Madagascar

A Madagascar, le sobriquet de pays du «moramora" (pays où tout va lentement) n'est plus de mise! En fait, partout à travers le pays, la population et surtout les autorités officielles sont toutes prêtes, à l'heure actuelle, pour la bataille en vue du développement rapide et durable du pays. Lancé à l'initiative du Président de la République, le MAP (Madagascar Action Plan) a pour objectif de développer le pays en répondant aux défis de la mondialisation et en s'inscrivant dans les objectifs du Millénaire pour le développement. Ce plan se décline en 8 engagements : la bonne gouvernance, le développement des infrastructures, la transformation de l'éducation, la prise en compte de la santé et le développement du planning familial, la protection de l'environnement, le développement du monde rural, de l'économie et du secteur privé, la solidarité nationale. Ce plan, généreux dans ses idées, n'est toutefois pas sans poser question dans ce qu'il s'inscrit résolument dans l'économie néo-libérale avec le souhait de rendre le pays compétitif sur les marchés internationaux...

Birmanie

Au cours de sa 12ème rencontre annuelle, le Forum des Institutions Nationales des Droits de l'homme ont rédigé une déclaration commune exprimant leurs préoccupations par rapport à la situation en Birmanie. Cette déclaration exprime «la préoccupation sérieuse par rapport à la situation des droits humains précaires dans le pays et plus spécialement la répression gouvernementale» des protestations pacifiques ayant causé la mort et le déplacement de centaines de personnes. Le groupe demande au gouvernement birman de respecter les principes de base des droits de l'homme.

Si vous aussi vous souhaitez l'action en faveur du peuple birman, vous pouvez signer la pétition en ligne :

http://www.avaaz.org/fr/stand_with_burma/tf.php?cl_tf_sign=1



Bangladesh

Le Bangladais Muhammad Yunus a obtenu, le 13 octobre 2006, le prix Nobel de la paix pour avoir créé la Grameen Bank, une banque pour les pauvres et détenue par eux. Fondée il y a trente ans au Bangladesh pour offrir des micro crédits aux exclus du système bancaire, cette institution a déjà permis la réinsertion sociale de plusieurs millions de personnes.

Aujourd'hui la Grameen Bank est une institution importante qui a développé ses activités notamment dans la téléphonie.

Le micro crédit peut être aussi un bon business car le taux d'intérêt des prêt est généralement assez élevé mais vu les petites sommes engagées, le taux de remboursement atteint les 98%.

Ce que reconnaît volontiers Yunus Muhammad disant «Nous faisons des affaires, pas la charité. Notre finalité c'est d'aider nos clients, qui sont nos actionnaires, à sortir de la pauvreté» .



Indonésie

Le secteur de la production de biens exportables joue un rôle important dans le développement de l'agriculture indonésienne, particulièrement parce qu'il permet de générer des échanges avec l'extérieur, qu'il procure du travail, 13% de la main d'œuvre totale du pays, et qu'il contribue de manière significative au produit intérieur brut. En 2005, le montant total des échanges dans le secteur agricole atteignait 9.141 millions de dollars et pour la période 2006 de janvier à mai 4.584 millions de dollars. Ce qui signifie une croissance de 34,72% comparée à la même période en 2005.

El Salvador

Le 15 octobre dernier, les organisations du Salvador ont célébré la Journée Mondiale de la femme Rurale. Le thème retenu, proche du thème de la Journée Mondiale de l'Alimentation du 16 octobre a été « la femme rurale, base fondamentale pour la souveraineté alimentaire des peuples ». Ce fut l'occasion pour les femmes d'exposer leurs produits alimentaires et artisanaux et d'assister à une conférence sur le rôle de la femme rurale dans le développement communautaire.

Pérou

Le tremblement de terre d'août 2007, d'une magnitude de 8.0 sur l'échelle ouverte de Richter était centré au large de la péninsule de Paracas et a touché toute la région, en particulier les villes de Pisco, Chincha et Ica. Le bilan officiel communiqué par la Défense civile péruvienne fait état de 540 morts, plus de 1000 blessés, et quelque 170 000 sinistrés.

Au-delà du bilan humain, le tremblement de terre a fait des dégâts considérables dans toute la région, détruisant 50 à 80% des habitations, endommageant les infrastructures, les routes et les ponts, coupant l'accès à l'eau et à l'électricité.

Si les premières équipes de secours ont pu rejoindre les villes rapidement, les distributions ont mis du temps à être organisées et ce n'est que le parfois bien plus tard que les secours ont pu être acheminés vers les villages des zones rurales reculées.



Marché local - Pérou

Amérique Latine

Le 12 octobre est une des journées de mobilisation les plus importantes sur le continent. C'est ce jour précisément que les populations indigènes rappellent la dette historique causée par les conquêtes européennes qui ont causé le génocide de leurs ancêtres et la destruction de leur façon de vivre. Depuis 515 ans de lutte et de résistance, les peuples indigènes veulent faire respecter leurs droits notamment sur la terre, l'eau et pour le maintien de leur identité et culture.

La coordination des Organisations Indigènes écrit que cette résistance a comme objectif de lutter contre les modèles économiques néolibéraux, de refuser les traités de libre-échange, de demander le respect de leurs territoires, des ressources naturelles et de la biodiversité et la ratification par les Etats de la Déclaration des Peuples Indigènes approuvée par l'Assemblée des Nations Unies.

Allemagne

Le KLB poursuit l'intensification de ses contacts et de sa coopération avec des initiatives de pays d'Europe Centrale et de l'Est. Dans ce contexte, elle est membre du Bureau du Centre Social St. Stefan à Saniob, en Roumanie. Le but principal de ce centre est de pouvoir des logements aux sans-abri, aux enfants négligés issus de familles pauvres.

Le Centre offre également des facilités pour l'organisation de séminaires et de conférences qui traitent des questions d'Eglise ou d'agriculture. Les ressources générées par la location du Centre, utilisant également les produits des fermes et ateliers voisins, servent à couvrir les frais de logement pour les enfants des rues.



La Roumanie

Pologne

Actuellement, 2 projets relativement importants sont développés par PACRO au niveau national. Le premier est le Projet de Camps d'Eté qui est prévu pour les enfants issus de familles paysannes à faibles revenus. Cette année 250 enfants ont bénéficié de ce projet dont 50 de la province de Swietokrzyskie et 45 de la province de Opolskie.

La plupart des groupes ont été accueillis dans le Centre de Jeunesse de Dlugie, près de Gorzów Wielkopolski, dont l'administrateur est membre d'une association de PACRO. Le deuxième projet est le programme de Centres communautaires de la Jeunesse. Deux organisations sont déjà opérationnelles à Lublin et à Elk. Les centres organisent des activités extra scolaires comme des cours et des séminaires de prévention en matière de santé ou encore des programmes de réhabilitation pour des enfants handicapés. D'ici fin 2007, 20 autres centres de ce type devraient voir le jour dans les régions les plus pauvres du pays, c'est à dire dans les provinces de l'Est.



L'argent au service de l'économie sociale et solidaire

Le profit ne peut être la finalité unique de l'activité économique. Dominée par le capitalisme financier, l'économie, dopée par les nouvelles technologies, les progrès fulgurants du commerce mondial, la surmultiplication des échanges financiers, tend à se libérer de toute contrainte sociale au nom de la compétitivité. Elle produit des richesses impressionnantes mais très inégalement réparties. Elle crée des emplois, mais génère aussi précarité, insécurité et parfois exclusion des personnes. Elle fait dépendre l'avenir des hommes, leur emploi, leur revenu, leur rôle dans la cité, de décisions prises souvent sous la pression d'impératifs financiers.

Peut-on redonner du sens à notre engagement personnel et à notre vie collective ? Peut-on réconcilier l'emploi, la cohésion sociale et la démocratie participative ? Peut-on permettre aux plus fragiles de vivre dignement de leur travail ? La finance peut-elle être mise au service de la promotion sociale de toutes et de tous, et en particulier des pays pauvres ? Telle est l'ambition de ce dossier : mettre en évidence que la finance solidaire peut contribuer à une économie sociale et solidaire viable dans notre monde.

Ce dossier fait suite aux deux précédents dossiers : « Un autre système économique, l'économie solidaire » (VMR N° 86) ; « Le commerce équitable met les êtres humains au centre de l'économie » (VMR N° 87).

POSER LES JALONS D'UN CHANGEMENT SOCIAL ET SOLIDAIRE

Sur le marché mondial des changes, le montant des transactions a été multiplié par 5 depuis 1980. Les chiffres sont tellement impressionnants qu'il est difficile de s'imaginer ce qu'ils représentent : 1 500 milliards de dollars US par jour. Ce chiffre n'a plus rien à voir avec le financement de la production : il s'agit pour une grande part de transactions de spéculation financière. Ce système fait des ravages partout dans le monde et on peut se poser la question : la finance serait-elle contre les peuples ?

Dans de nombreux pays, des hommes et des femmes ont la conviction que l'argent peut être mis au service du véritable développement humain dans le cadre d'une économie sociale et solidaire.





Valeurs de solidarité et d'autogestion

En 2003, 600 000 micro crédits ont été accordés à des petits entrepreneurs du Sud, dans 45 pays, via 131 institutions financières de proximité. En France, 36 % de la population se déclarent prêts à souscrire à une épargne solidaire. Il ne s'agit plus seulement de placer son argent en fonction de la rentabilité financière, mais de prendre en compte aussi des critères éthiques et de solidarité.

Appelées « Muso », à Haïti, les caisses de solidarité ont trois buts : collecter les cotisations des villageois pour ensuite prêter pour des réalisations concrètes ; recueillir les contributions pour faire face aux coups durs de la vie ; pouvoir recevoir des financements extérieurs. Plus de 400 « Muso » permettent aux paysans d'être leur propre banquier et assureur.

En Inde, grâce au micro crédit, des groupes de femmes de la caste des « intouchables » incitent des femmes d'autres castes à les rejoindre et posent ainsi des jalons d'un changement solidaire. Au Pérou, grâce à l'association « Nouvelle espérance » de multiples activités économiques se mettent en route par le micro crédit, développant des valeurs d'autogestion et de solidarité. Dans ce pays, 3,1 millions de petites et micro entreprises produisent 40% de la richesse nationale et emploient 76 % de la population active, mais n'ont pas accès aux services financiers classiques. Le micro crédit peut être un moyen pour développer leurs activités.

En groupe, parler de tout ce qui fait notre vie

Au Brésil, des groupes de femmes recyclent du carton et du papier pour produire des objets de bureau. Dans le cadre de ce travail fait ensemble, elles parlent aussi de tout ce qui fait leur vie : relations hommes-femmes, nécessité d'avoir un revenu, éducation des enfants... Les femmes apprennent par elles-mêmes, sont en relation avec d'autres groupes pour apprendre mutuellement.

Au Burkina-Faso, des associations de femmes leur permettent de renforcer leurs capacités par la communication et la formation. Le travail économique - transformation de produits locaux - les valorise, leur procure un revenu. En groupes, elles parlent de leur vie, des droits humains, de la santé, et cherchent les moyens d'améliorer leur situation de femmes.

Toutes ces réalisations se situent au niveau local et de proximité. Mais elles ne peuvent ignorer les mécanismes de l'économie à plus grande échelle. Entre 1990 et 2000, les flux d'investissements directs venant de l'étranger vers les pays en développement sont passés de 35 à 180 milliards ; le but était de favoriser la création d'entreprises et de développer l'emploi. En fait, selon l'ONU, cet argent va vers les pays qui ont déjà des capacités économiques rentables, et une grande partie des profits est rapatriée vers les pays donateurs. En 2003, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) indique que, dans les 32 pays les plus pauvres, la part moyenne de la richesse produite venant de l'aide publique extérieure est de 17 % ; la part des ressources internes des pays du Sud reste donc prépondérante.

Questions proposées aux groupes et mouvements :

- *Quelles sont les formes d'activités économiques solidaires existantes dans la région ?*
- *Quelles personnes et quels groupes sociaux sont impliqués dans ces activités ?*



METTRE LA PERSONNE AU CŒUR DE L'ÉCONOMIE

A travers ces multiples réalisations, nous voyons se dégager des points de convergence. Il s'agit de répondre aux besoins locaux de la population, de créer des emplois locaux et une dynamique de développement local, de valoriser la personne, particulièrement la femme. Cela exige de choisir le créneau économique qui permettra de réussir, de renforcer les initiatives, de promouvoir la culture locale et traditionnelle, de construire des partenariats et des relations solidaires.

Un projet de développement social et solidaire, grâce à la micro finance, ne peut se passer de l'aval des autorités locales et de la communauté. Il s'agit donc d'informer tout le monde. Ce qui exige formation, motivation, soutien des personnes, mais aussi assistance technique. Il s'agit surtout de mettre en avant les capacités locales des personnes et des groupes pour un développement communautaire.

Lutter contre l'injustice et la pauvreté

La finance solidaire fonctionne sur des critères qui ne sont pas seulement financiers. Elle permet l'accès au crédit pour les exclus, les communautés pauvres, les entrepreneurs ayant peu de moyens. Elle prend appui sur les réseaux et les acteurs locaux. Elle met l'Homme au cœur de l'économie. Elle favorise l'association des personnes, avant celle des capitaux. Elle privilégie donc les valeurs démocratiques, tout en faisant réussir des activités économiques, en vue d'une société d'hommes et de femmes libres et égaux en droits.





La finance solidaire met en avant le droit à l'initiative économique des populations les plus défavorisées, porteurs de projets de développement local. La micro finance inclut le micro crédit et les formes coopératives et de mutuelles de solidarité. Mais elle va au-delà de la finance. Elle permet la formation, l'alphabétisation, la responsabilité des personnes, la confiance, l'auto-estime, l'éducation, la production et la distribution de biens, la gestion des projets individuels et collectifs.

Des personnes et des groupes se mettent ensemble dans des réalisations économiques pour aider à résoudre les problèmes d'injustice et de pauvreté. Cherchant la justice et l'équité, les groupes de finance solidaire font vivre la démocratie locale, la bonne gouvernance, développent l'éducation, la formation, notamment des femmes, partagent et luttent ensemble.

L'essentiel : le projet humain et social

Ainsi l'argent n'est pas le maître, mais un instrument. Avec cette question : les multiples réalisations, grâce au micro crédit, à la coopération locale, à la mutuelle de solidarité, vont-elles vers une économie sociale et solidaire, ou risquent-elles de déboucher sur les mécanismes classiques de la finance ? Les valeurs vécues dans les groupes sont un garde fou contre cette dérive : confiance mutuelle, qualification de chaque personne, responsabilité du groupe, rotation dans les responsabilités, formation à la gestion financière et à la réflexion économique, renforcement de la notion de citoyenneté. Un groupe de femmes qui crée des vêtements ne fait pas que fabriquer ; les femmes tissent entre elles des liens sociaux et de solidarité.

Ainsi, l'économie solidaire conduit à de nouvelles formes de structures politiques, exigeant une véritable participation des citoyens. C'est aussi un outil pour réfléchir et expérimenter une répartition plus équitable des richesses. Ce qui veut dire que le projet humain et social est l'essentiel, et le projet économique est l'aspect utile. L'être humain devient maître de sa destinée, individuellement et collectivement.



Dans les multiples groupes de femmes, l'évolution est frappante. Chacune prend confiance en elle-même, trouve sa place dans le groupe, se découvre des talents et des capacités. Le groupe est un moyen d'émancipation et de transformation sociale pour leurs membres et pour la communauté. Chaque groupe est une goutte d'eau dans l'océan, mais les multiples groupes à travers de nombreux pays font un réseau solidaire. La femme acquiert un certain pouvoir grâce à une certaine liberté économique par le revenu de son travail. Elle se prend en charge, se responsabilise, retrouve une image positive d'elle-même, participe à la vie associative et politique.



Togo, Juillet 2007



«Penser le changement et non changer le pansement »

La finance solidaire doit être au service d'un programme local de développement. Celui-ci doit prendre en compte tous les aspects de la vie locale : santé, éducation, alimentation, participation citoyenne, démocratie. Il s'agit de s'orienter vers un monde plus juste. Et donc non seulement de produire pour la consommation, mais d'agir pour des mécanismes économiques basés sur des règles équitables et transparentes, sur les droits humains fondamentaux.

Ce qui exige des moyens pour évaluer les réalisations et leurs impacts. Il faut évaluer les performances financières, mais aussi vérifier les objectifs sociaux de développement humain et communautaire. Et dans le même temps, interpellier les pouvoirs publics sur leur responsabilité dans la mise en œuvre de l'éducation pour tous, de l'accès de tous à la santé, au logement, aux biens minimums pour vivre décemment.

La solidarité démocratique est l'outil pour développer d'autres rapports économiques et sociaux dans l'égalité en droits. La finance solidaire critique alors fortement le modèle économique dominant et met en avant une logique : « Penser le changement et non changer le pansement ». Il s'agit de résister au marché libéral, au « tout argent », pour mettre l'Homme au cœur de l'économie.

Questions proposées aux groupes et mouvements :

- *Dans l'économie solidaire et la finance solidaire, quelles sont les valeurs humaines de référence ?*
- *Comment ces réalisations permettent-elles la promotion de la femme ?*



DANS LA DYNAMIQUE DE LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE

La finance solidaire est au service des besoins locaux. « Seuls plusieurs mains réunies permettent de ramasser la farine renversée » (proverbe africain). Ce qui veut dire : se mettre ensemble, agir ensemble, développer ensemble des activités qui augmentent le niveau de vie des populations locales. En Thaïlande, une filière de riz biologique permet plus de revenus aux producteurs, fournit une alimentation plus saine aux populations. D'autres activités sont mises en place dans cette dynamique : banques de riz, coopératives agricoles, centre de formation pour les paysans, magasins de vente de produits bio, production de médicaments à base de plantes médicinales.



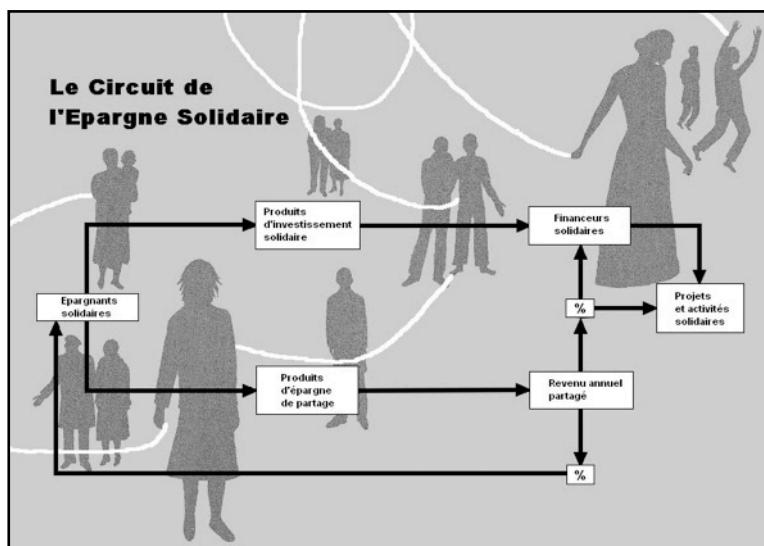
Atelier communautaire, Bénin, juillet 2007

Dans une région du Brésil, une communauté a le projet de construire une école. Une ONG d'aide donne toute la somme d'argent nécessaire pour cette construction. L'implication de la population permet de n'utiliser que 30 % de l'argent fourni, en valorisant le travail local. 70 % de l'argent reçu a été attribué à d'autres projets communautaires. Le bilan est positif : développement local, économie de proximité, mobilisation des ressources humaines locales, gestion démocratique.

Car les citoyens réclament le droit de regard et de participation pour tout projet de développement et de choix politique : définition, mise en œuvre, évaluation et suivi des politiques de développement dans une communauté. Il s'agit chaque fois d'inventer des solutions nouvelles pour accroître l'impact social de la finance solidaire. Ce qui peut conduire à une tension entre, d'une part le besoin de résultats chiffrables pour une activité économique viable, d'autre part la nécessité que les citoyens se prennent en main.

Peser sur les pouvoirs publics

Chacun peut agir pour faire avancer cette perspective de la finance solidaire. Personnellement en soutenant les organisations de développement. Ce soutien peut conduire à modifier les habitudes de consommation des populations par le commerce équitable, et conduit aussi à peser sur les choix politiques des pays. Il s'agit aussi d'épargner « autrement », en privilégiant les critères de solidarité. Le commerce équitable, les groupements producteurs-consommateurs sont des outils pour la mise en œuvre de la finance solidaire. En voulant une autre mondialisation, la finance solidaire met l'Homme au centre des préoccupations économiques.





Les pouvoirs publics, à tous les échelons d'un pays, ont une responsabilité pour favoriser la finance solidaire, en mettant en place des instruments pour la transparence, en accompagnant les innovations de la société civile, en provoquant les entreprises et le monde financier à intégrer les dimensions sociales et environnementales dans leurs projets.

Ainsi, les citoyens doivent peser sur l'État, pour un volontarisme politique au service de la micro finance : taxer les capitaux oisifs et de spéculation, favoriser les investissements de service et de proximité, valoriser les productions locales et les marchés locaux. Nous sommes dans la dynamique de la souveraineté alimentaire dans le cadre de l'économie sociale et solidaire.

La résistance à la fatalité et au règne de l'argent doit mobiliser tous les citoyens, confiants dans l'avenir de la démocratie politique et économique.

Questions proposées aux groupes et mouvements :

- *Quelles actions sont faites pour mettre la finance au service du développement humain solidaire ?*
- *Comment les groupes ou mouvements agissent-ils pour peser sur les décideurs économiques et politiques ?*

Prendre en compte toutes les dimensions de la personne

« Les ruraux sont victimes des politiques néolibérales, particulièrement les jeunes, en étant condamnés à émigrer pour trouver du travail, accélérant de ce fait la paupérisation de nombreuses régions rurales privées de leurs forces vives pour l'avenir. Il est urgent que des choix d'économie solidaire, volontaristes, soient faits pour permettre aux jeunes de rester vivre et travailler dans leur pays.

Nous sommes convaincus de la nécessité d'une approche hollistique, prenant en compte les dimensions politiques, culturelles, sociales, environnementales, ainsi que la réalité de notre monde pluriculturel. Pour cela, il est vital d'investir dans une éducation à la base, d'agir légalement pour le respect du droit, particulièrement des plus démunis, de se mobiliser pour convaincre et faire pression à tous les échelons du local à l'international. »

(Extraits de la déclaration finale du séminaire international MIJARC-FIMARC mai 2007 – Belgique – sur le thème de l'économie sociale et solidaire).



L'interview de ce numéro de VMR est dédiée à Philip Biswas du Bangladesh. Philip est le Directeur exécutif de RRF, Fondation pour la Reconstruction Rurale et est Président de BSDF, Forum Bangladeshi pour le Développement Durable, Organisation Associée de la FIMARC.

Philip, pourrais-tu te présenter?

Je m'appelle Philip Biswas. J'ai 58 ans, je suis marié et nous avons 2 garçons. Nous sommes membres d'une petite communauté catholique dans la paroisse de Shimulia, dans le diocèse de Khulna. Je suis issu d'une famille de petits paysans et le cadet d'une fratrie de 5 garçons et 3 filles. Après mes études, j'ai travaillé pour la Caritas du Bangladesh au niveau régional et en 1982, nous avons fondé avec mon épouse la Fondation pour la Reconstruction Rurale du Bangladesh.

Je suis aussi actuellement le Président de BSDF, Organisation Associée de la FIMARC, qui regroupe 22 associations.



Peux-tu nous expliquer ce qu'est RRF ?

RRF est l'acronyme de Fondation pour la Reconstruction Rurale. C'est une organisation non gouvernementale de développement, sans but lucratif et apolitique, établie en mars 1982 qui a pour but la promotion de l'émancipation socio-économique des secteurs non privilégiés dans la partie sud-ouest rural du Bangladesh. Le fondement de RRF se base sur le verset de l'Évangile « Aimes ton prochain » qui aspire à une société plus juste dans laquelle chaque individu, indépendamment de sa race, de sa couleur, de sa caste ou de sa religion doit pouvoir bénéficier de manière équitable des ressources de la communauté.

RRF croit très fort à une approche holistique pour un véritable développement de la communauté par un processus participatif des personnes dans la planification, le processus de décision et la mise en œuvre des projets. RRF a donc adopté une approche participative non-directive dans ses stratégies de travail.

Quelles sont les visions et missions de RRF ?

RRF a le projet d'une société économiquement productive et équitable, socialement juste, démocratique et environnementalement saine. L'engagement de RRF est basé sur le développement des hommes, des femmes, des jeunes et des enfants des secteurs les moins privilégiés par l'établissement d'une société civile dans le respect de la pleine démocratie, de la liberté, de l'égalité, de la justice, de la paix et de la solidarité.

Pour atteindre ces objectifs, nous organisons des programmes de formation, nous promouvons le développement par de projets économiques de petite échelle et en donnant aux personnes des opportunités d'améliorer leur santé tant au niveau curatif que de la prévention ou de la nutrition. Nous pourvoyons également une aide légale aux femmes ayant subi des violations de leurs droits ou ayant subi des injustices et finalement nous avons développé le secteur de la micro-finance afin d'appuyer les activités permettant de développer l'emploi en milieu rural.



Bangladesh, 2002

Récemment vous avez obtenu une reconnaissance nationale pour vos activités dans ce secteur de la micro finance. Peux-tu nous en dire davantage ?

Le Bangladesh est un des pays les plus pauvres au monde. C'est un petit pays avec une grande concentration de population, quelque 150 millions de personnes qui n'ont pas la possibilité de s'offrir trois repas par jour.

Les aspects multidimensionnels de la pauvreté et tout spécialement les problèmes rencontrés par les personnes extrêmement pauvres

nécessitent une approche hollistique pour relever le défi de la lutte contre l'extrême pauvreté.

Les praticiens du développement, les politiques et les académiciens de tous bords devraient comprendre les pièges créés par le marché qui sont une des causes premières de cette situation.

Ils devraient aussi comprendre les conditions de vie des ménages vivant dans la pauvreté et transformer leur approche dans les relations sociopolitiques à tous les niveaux pour éviter de perpétuer la pauvreté et l'extrême pauvreté.

La Rural Reconstruction Foundation a reçu le prix de la meilleure Institution de Micro-Finance pour 2006 étant considérée comme une des initiatives locales de micro finance les plus innovantes au Bangladesh et bénéficie des supports techniques de Palli Karma Sahayak Foundation (PKSF). Ces soutiens techniques comprennent une gamme importante de formation pour le personnel en charge du projet, dans la formation des clients, la définition des services les plus adéquats, pour la mise en œuvre pratique des programmes, l'analyse des éléments financiers et le monitoring régulier de la Fondation qui lui permet de développer ses lignes de conduite pour atteindre les objectifs fixés dans le long terme.

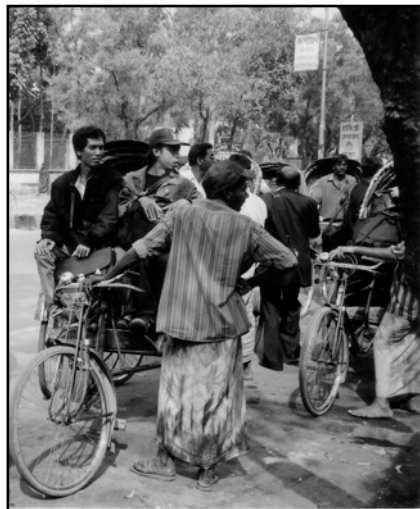
Quels sont les éléments clefs du succès du projet?

RRF a la conviction que les pauvres sont désavantagés par les institutions financières et les personnes qui les gèrent, qui ne sont pas en adéquation avec leurs besoins.

A RRF, nous avons décidé de publier des notes écrites à destination de nos clients, les informant clairement de nos services, les mettant en garde contre certaines pratiques

et en formant notre personnel pour qu'il donne ces informations de nos services de manière la plus claire possible.

Les clients de RRF ne sont pas les bénéficiaires d'un projet. Notre institution dépend des produits que nous offrons et à une logique commerciale qui doit lui permettre de survivre dans le long terme comme institution qui offre des services financiers à ses clients, spécialement les personnes extrêmement pauvres.



Bangladesh, 2002



La clef pour offrir des services financiers flexibles aux pauvres est un contrôle des coûts des opérations. Travailler avec des coûts minimum est le seul moyen de faire face aux coûts relativement élevés des opérations de petits dépôts et emprunts.

Nous sommes aussi convaincus de la nécessité de l'honnêteté. RRF place l'honnêteté et la sincérité au top de ses priorités dans l'engagement de son personnel. Chaque employé doit fournir les références d'une personne garante de sa probité avant d'être engagé. Les employés doivent respecter les clients, jeunes et vieux, homme ou femme, ceux qui ont du succès dans leurs affaires ou non... Pour travailler avec succès, nous devons savoir ce que veut le client et l'écouter.

Et concrètement, comment cela se passe-il ?

Les pauvres savent comment épargner et le font! Le fait qu'on ne les trouve pas dans le secteur classique des institutions financières résulte davantage d'un manque d'accès à ces services plutôt que du manque de souhait ou de possibilité d'épargne. Pour ouvrir un compte chez RRF, nos clients doivent faire partie d'un groupe et rencontrer un de nos agents locaux.

Chaque membre peut ouvrir un compte mais les jeunes de moins de 15 ans n'ont pas accès au service de prêt. Dès qu'un compte est ouvert, le client reçoit un livret avec sa photo. Toutes les transactions sont notées dans ce livret afin que le client lui-même puisse suivre ses opérations de manière permanente.

Nos clients sont satisfaits de nos services parce que nous ne travaillons pas de la même manière conventionnelle que les autres services de micro finance. RRF procure un service personnalisé et ciblant les demandes des clients arrive ainsi à limiter les coûts de gestion des opérations.

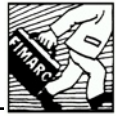
RRF a commencé cette mission de fournir des services aux plus pauvres parce qu'ils ont été trop longtemps négligés par le secteur financier. Ces personnes avaient fini par croire, de manière défaitiste, que les services financiers n'étaient pas pour eux. Mais RRF a développé une autre idée, l'accès à ces services pour qu'ils puissent penser à une vie différente, à acheter de la meilleure nourriture pour leurs familles, des médicaments pour les enfants et les envoyer à l'école.

Toutefois, nous devons poursuivre nos efforts pour rendre le sourire à cette population en pourvoyant des services novateurs de haut niveaux et efficaces. Ce n'est que de cette façon que nous pouvons contribuer à leur rendre leur dignité et à éloigner la pauvreté.

NDLR: Nous tenons à remercier Philip très chaleureusement pour cette interview beaucoup plus complète que le texte ci-dessus. Faute d'espace dans ces pages de VMR, nous n'en publions que des extraits. Si toutefois vous êtes intéressés par l'interview complète, il suffit d'en faire la demande au secrétariat de la FIMARC.



Session de formation, Bangladesh 2002



Informations générales

Les membres du Bureau se sont réunis à Assesse du 29 octobre au 04 novembre. Ce fut le moment du passage de flambeau entre l'aumônier sortant, le Père Didier Lefebvre et le nouvel Aumônier, le Père Abraam Maher. Outre le suivi et l'évaluation des programmes en cours, le Bureau avait pour objectif de préparer la prochaine réunion de Comité exécutif qui devrait avoir lieu en Allemagne en avril 2008.



*Réunion du Bureau
Assesse, Novembre 2007*

Les coordinateurs asiatiques se sont rencontrés en Inde en novembre dernier pour préparer le séminaire asiatique qui aura lieu fin janvier 2008 au Bangladesh. Les coordinateurs ont aussi participé au programme d'immersion organisé par l'INAG et destiné à une vingtaine de paysans de Corée du Sud.

Après un bref séjour en Thaïlande, accompagnée par la coordinatrice de la région, la délégation a pu découvrir les réalisations, notamment en matière d'agriculture biologique, dans les Etats du Tamil Nadu et du Kerala.

Le Conseil des Droits de l'Homme a décidé de reconduire le mandat du Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, pour une période de 3 ans, en le chargeant en particulier d'examiner les moyens de surmonter les obstacles anciens ou nouveaux qui entravent la réalisation du droit à l'alimentation et de présenter des recommandations sur les mesures qui peuvent être prises aux niveaux national, régional et international.

Le Conseil a tenu la première partie de sa 6^e Session du 10 au 28 septembre, pendant 3 semaines. La deuxième partie qui se tiendra, pendant une semaine, du 10 au 14 décembre prochain, inclura une manifestation à l'occasion de la journée internationale des Droits de l'Homme, le 10 décembre, qui marquera, cette année, le 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme.

La Conférence Internationale des ONG en relation avec L'UNESCO aura lieu à Paris du 05 au 07 décembre 2007. Le Comité de Liaison qui est élu au cours de cette Conférence se réunit au moins 3 fois par an pour étudier un thème de réflexion lié aux priorités de programme de l'UNESCO.

La Secrétairerie d'Etat a invité les Organisations Non Gouvernementales d'inspiration catholique à participer à un Forum de 3 jours, début décembre à Rome. L'objectif de ce Forum est d'analyser la situation internationale, des difficultés et les défis qu'elle présente afin de définir les objectifs et les modalités d'une collaboration future entre le St Siège et ces ONG. Le Nonce apostolique auprès des Communautés européennes, Mgr Dupuy a invité les ONG ayant leur siège en Belgique, à une rencontre préparatoire à ce Forum le 06 novembre dernier.



Des délégués d'Indonésie, de Madagascar, de l'Ouganda et de l'Inde se sont retrouvés pour une semaine pour travailler sur la question de la vanille. Ce programme initié en 2003 lors du Forum Social de Mumbai avait permis en 2004 à 4 paysans indiens de connaître la réalité des petits producteurs de Madagascar. Depuis les contacts se sont développés et ont abouti à cette rencontre entre 4 pays. Le but de la rencontre était de partager les travaux préparatoires qui ont porté sur une étude sérieuse des coûts de production afin de pouvoir s'associer et déclarer le prix juste pour leur production. À l'issue de la rencontre, les délégués ont formé « l'Alliance Internationale des producteurs d'épices biologiques ».



*Programme Vanille
Palai Inde, Octobre 2007*





*Assemblée générale de l'INAG,
Kanyakumari, Inde - Octobre 2007*



PUBLIE PAR

Fédération internationale des Mouvements d'Adultes Ruraux Catholique
Federación internacional de los Movimientos de Adultos Rurales Católicos
Federação Internacional dos Movimentos de Adultos Rurais Católicos
International Federation of Rural Adult Catholic Movements

Editeur responsable

Daisy HERMAN, rue Jaumain 15 - 5330 ASSESSE (BELGIQUE)